



LA LETTRE

N° 2021-40

AGROALIMENTAIRE : LA GUERRE DE L'ÉTIQUETAGE

Nous avons déjà relaté les déboires de l'application Yuka face à l'industrie charcutière. Mi-février, cela continue, la Direction Générale de la Concurrence de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) a investi les locaux de Yuka. L'Association Nationale des Industries Alimentaires (ANIA), bénéficiant du concours financier de la Banque Publique d'Investissement (BPI) à hauteur de 3M€ sur 3 ans, a lancé en 2018 NumAlim une base de données pour donner leur propre analyse sur les produits. A quelle fin ? Protéger la santé des populations ou protéger les profits des industriels de l'agroalimentaire ?

Les applications comme Yuka et celle d'Open Food Facts, permettent aux consommateurs de choisir leurs aliments en fonction des conséquences sur leur santé. C'est également le cas du Nutriscore qui devrait passer du statut de facultatif à celui d'obligatoire. Cet étiquetage a montré toute son efficacité dans l'information objective des consommateurs. Après l'avoir décrié, de grands groupes comme Danone, Fleury-Michon, Marie, Bonduelle et de nombreux autres ont accepté d'afficher le Nutriscore sur les emballages de leurs produits. Ce sont maintenant 600 entreprises qui l'ont adopté. Certains industriels ont d'ailleurs modifié certaines recettes pour améliorer leurs produits et leur note dans le cadre du Nutriscore (réduction de sel, de matières grasses notamment) Preuve que le Nutriscore permet d'améliorer les produits alimentaires pour une santé meilleure. Preuve également que cela est possible.

Cette voie de l'étiquetage est prometteuse pour diminuer le nombre de maladies chroniques. De nombreuses études ont montré une corrélation entre la consommation de produits ultra transformés et le risque accru de développer un cancer.

Alors que veulent l'ANIA, la FICT (Fédération des industriels charcutiers traiteurs) et une quarantaine d'entreprises dont Lesieur, Savencia, Ferrero, Herta ainsi que la Copa-Cogeca (fédérant des syndicats agricoles comme la FNSEA en France) en combattant le Nutriscore ? Ont-elles des raisons de rester dans l'opacité ? Craignent-elles la transparence sur leurs produits ? Veulent-elles éviter de modifier le processus de fabrication de leurs produits et ainsi les rendre meilleurs pour la santé des consommateurs ?

Au-delà de cette guerre de l'étiquetage qui révèle une anomalie grave dans le fonctionnement de notre société où les profits des entreprises et de leurs actionnaires priment sur la santé de la population, c'est tout un pan de notre législation qui est à revoir.

En effet c'est en s'appuyant sur le Code du Commerce que la FICT a partiellement gagné son procès contre Yuka. Le jugement lui a intimé de supprimer le lien avec l'avis de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) évoquant les risques de cancer avec les aliments nitrités.

A quand une législation permettant une production garantissant réellement la promotion de la santé de la population ? Et cela n'a rien à voir avec une quelconque dictature sanitaire brandie récemment dans certaines manifestations.

Action Santé Solidarité

Centre Social

Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER

actionsantesolidarite@laposte.net